

BRÈVES AGRICOLES

Brésil

Une publication du SER de Brasilia
Février Mars 2025

Agenda politique

Le Congrès national lance l'agenda législatif agricole pour 2025

Mercredi 26 mars, le Congrès national a présenté l'agenda législatif Agro 2025. Ce document analyse 87 propositions actuellement soumises à la Chambre des députés et au Sénat, qui ont un impact sur le secteur de l'agriculture et de l'élevage et qui doivent être examinées cette année. C'est la première fois que l'agenda, élaboré par la Confédération de l'agriculture et de l'élevage du Brésil (CNA), est présenté lors d'une session formelle du Congrès. L'ordre du jour est structuré selon des lignes thématiques, divisées en fiscalité et politique agricole ; environnement et ressources hydriques ; droits de propriété ; relations de travail ; relations internationales ; infrastructure et logistique et production agricole et éducation. Parmi les questions sensibles qui devraient être débattues cette année, il y a la proposition d'amendement à la Constitution (PEC) visant à limiter la reconnaissance des terres autochtones – une raison de conflit intense entre l'agrobusiness et les populations autochtones – et plusieurs projets qui traitent de la propriété rurale, y compris celui qui permet l'acquisition de terres par des étrangers. La situation internationale, « de grande incertitude et de turbulence », a également été évoquée avec un appel à adopter une position de « paix intérieure », avec un environnement de « tranquillité et de sécurité ». (Article [ici](#))

Commerce

Le Brésil atteint la deuxième valeur d'exportation la plus élevée pour un mois de janvier

Avec des exportations élevées de café, de pâte à papier et de coton, le pays renforce sa position de puissance agricole.

L'agro-industrie brésilienne a commencé l'année 2025 avec l'ouverture de 24 marchés, maintenant le rythme d'expansion de l'année dernière. Les exportations de produits agricoles ont totalisé 11 milliards de dollars américains en janvier, soit la deuxième valeur la plus élevée de la série chronologique pour un mois de janvier. Les secteurs stratégiques ont affiché une croissance remarquable dans les produits clés, avec des avancées significatives dans la diversification des marchés.

Malgré la réduction des exportations de soja, de maïs et du complexe sucre-alcool, l'appréciation de certains produits de base exportés par le Brésil a contribué aux résultats du mois, avec une augmentation de 5,3 % de l'indice général des prix. Cette progression reflète la hausse des prix internationaux pour des produits tels que le café, la cellulose, la viande, le jus d'orange et le cacao. En outre, six secteurs ont dépassé la barre du milliard de dollars d'exportations au cours du mois : la viande (18,9 % du total), les produits forestiers (13,8 %), le café (13,2 %), le soja (10,1 %), le complexe sucre-alcool (10 %) et les céréales, farines et préparations (9,1 %). (Article [ici](#))

Le Brésil prévoit des gains dans la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis, mais un risque pour l'inflation :

Le gouvernement brésilien prévoit des gains possibles pour les exportations agroalimentaires brésiliennes dans le nouveau chapitre de la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis. Pékin a imposé des droits de douane de rétorsion sur les produits agricoles et les denrées alimentaires américaines, y compris le maïs, le soja et les protéines animales. Selon des membres du gouvernement interrogés, qui ont parlé sous l'anonymat, le Brésil est le substitut naturel d'un grand nombre de produits américains actuellement surtaxés par la Chine. On s'attend à un scénario similaire à celui du premier mandat de Trump (2017-2020), lorsque le pays a bénéficié, surtout au début, des tarifs douaniers de rétorsion contre les États-Unis appliqués par la Chine et d'autres partenaires commerciaux américains. Les gains pour le Brésil à l'époque n'ont pas été plus importants en raison d'une trêve signée par les États-Unis et la Chine en 2020. L'un des points de cet accord était l'augmentation des achats chinois de produits agricoles américains. Malgré cela, le gouvernement estime que le Brésil a consolidé sa position de fournisseur prioritaire pour les chinois et de fournisseur fiable en cas de perturbations causées par des facteurs géopolitiques. (Article [ici](#))

Alckmin annonce des mesures pour réduire les prix des denrées alimentaires ; les droits d'importation pour la viande, le café, le sucre, le maïs et l'huile d'olive seront réduits à zéro :

dans un contexte de forte inflation des prix alimentaires, le Vice-Président et Ministre du développement, de l'industrie, du commerce et des services Geraldo Alckmin a annoncé jeudi 6 mars 2025 des mesures pour tenter de réduire les prix des denrées alimentaires. Parmi ces mesures, il y a la suppression des droits d'importation pour certains produits alimentaires, tels que la viande, le café, le sucre, le maïs et l'huile d'olive. Ces mesures sont rentrées en vigueur le 13 mars après la validation par le Comité exécutif de gestion (Gecex) de la Chambre du commerce extérieur (Camex). En effet, suite à l'annonce présidentielle, la mesure devait être formalisée par l'organe technique du MDIC, qui a détaillé les articles qui seront exemptés lorsqu'ils arriveront au Brésil. La

liste complète figure dans l'article Guilherme Mello, secrétaire à la politique économique au ministère des Finances, a déclaré que les denrées alimentaires dont le taux d'imposition a été réduit sont importées en petites quantités par le Brésil. C'est pourquoi l'exonération ne devrait pas avoir d'impact significatif sur le budget de l'Etat (Articles [ici](#) et [ici](#))

Vendre de la viande était l'un des objectifs du déplacement de Lula au Japon :

l'un des principaux objectifs du président Lula lors de sa visite d'État au Japon était de débloquent le marché japonais pour les exportations brésiliennes de viande fraîche de bœuf et de porc. Concrètement, la première étape consiste à organiser une mission d'inspection des abattoirs exportateurs par les autorités sanitaires japonaises. Toutefois, le Brésil se heurte à une forte résistance de la part des producteurs japonais et des pays qui vendent déjà de la viande au pays asiatique, principalement les États-Unis et l'Australie. Le Japon est le troisième marché d'exportation de viande, avec 700 000 tonnes achetées chaque année. Bien qu'il soit le premier exportateur, le Brésil ne vend pas ses produits aux Japonais. Le Brésil cherche à pénétrer le marché japonais depuis 2005, sans succès. Jusqu'à récemment, le pays ne répondait pas aux exigences sanitaires japonaises, mais cet obstacle devrait bientôt être surmonté. En mai 2025, l'OMSA (Organisation Mondiale de la Santé Animale) reconnaîtra le Brésil comme indemne de fièvre aphteuse sans vaccination lors de l'assemblée générale de l'organisation. Le Brésil et le Japon ont convenu mercredi 26 mars que la mission sanitaire visant à autoriser les exportations de bœuf et de porc brésiliens devait avoir lieu « immédiatement ». L'inspection est la prochaine étape pour autoriser la vente de ces produits, qui fait l'objet de négociations depuis plus de 20 ans. L'accord figure dans un communiqué conjoint signé par Lula et le premier ministre japonais, Shigeru Ishiba, publié à l'issue d'une réunion bilatérale entre les dirigeants à Tokyo.

La visite d'Etat a également été l'occasion de sécuriser les exportations de viande de volailles avec la conclusion d'un accord pour la régionalisation relative à l'influenza aviaire qui pourra permettre au Brésil de poursuivre ses exportations de viande de volailles en cas d'apparition d'un foyer

d'influenza sur son territoire. La reconnaissance de la régionalisation se fera à l'échelle de la municipalité et non plus à l'échelle de l'état comme c'était le cas auparavant. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

En pleine crise, les États-Unis augmentent de 93 % leurs importations d'œufs en provenance du Brésil

Confrontés à de graves pénuries d'œufs causées par l'épidémie d'influenza aviaire, les États-Unis ont considérablement augmenté leurs importations en provenance du Brésil en février, avec une augmentation de 93 %. En outre, le pays envisage d'assouplir la réglementation concernant l'utilisation des œufs de poulets de chair, selon les informations de l'Association brésilienne des protéines animales (ABPA).

La crise sanitaire s'est traduite par une hausse de 53,6 % des prix de gros des œufs en février, avec une légère rétraction en mars aux États-Unis. L'épidémie de grippe aviaire a décimé environ 170 millions d'oiseaux depuis 2022, affectant gravement les approvisionnements et contribuant à l'inflation alimentaire dans le pays. (Article [ici](#))

Coopération

Le Brésil cherche à renforcer ses liens avec l'Afrique dans le secteur agricole : l'institut brésilien de recherche agricole (Embrapa), l'Agence brésilienne de coopération (ABC) et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) financeront l'arrivée de chercheurs agricoles africains dans le pays. Des représentants des trois institutions ont signé mercredi 19 mars une lettre d'intention visant à promouvoir l'échange de spécialistes. L'objectif est de promouvoir la coopération technique entre le Brésil et 55 pays africains, en renforçant le réseau de coopération internationale axé sur la sécurité alimentaire. Les modalités de mise en œuvre de l'initiative restent à définir, mais les institutions ont déjà prévu qu'au moins 30 chercheurs d'instituts scientifiques, d'universités ou d'organismes gouvernementaux y participeraient pendant un certain temps. Trois axes de recherche seront couverts : l'agriculture régénérative, qui permet de préserver les ressources naturelles et de rendre la

production plus durable ; la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui garantit l'accès de la population à une alimentation saine ; et la résilience et la récupération des zones dégradées, un aspect fondamental pour la durabilité des agrosystèmes productifs. (Article [ici](#))

Economie

L'impact réel de la chaîne agroalimentaire sur le PIB est trois fois supérieur à celui mesuré par l'IBGE, selon une étude de l'Itaú

L'impact de l'agroalimentaire sur l'économie brésilienne est encore plus important que ne l'indiquent les statistiques traditionnelles, surtout si l'on considère les activités « au-delà de la porte » et les autres maillons de la chaîne de production, qui couvrent la création de richesses, d'emplois et d'échanges commerciaux. La participation de l'agro-industrie à l'économie brésilienne va au-delà de la production primaire dans les champs. Ainsi, si l'on inclut des activités telles que la transformation des récoltes, la fabrication d'intrants (comme les engrais), ainsi que le commerce et le transport, le secteur représente 21% du PIB. Ce chiffre est plus de trois fois supérieur au PIB agricole mesuré par les statistiques officielles de l'IBGE, qui est de 6%. Ces données sont contenues dans une étude non publiée d'André Matcin et Pedro Renault, économistes du département économique de l'Itaú. (Etude [ici](#) et articles [ici](#) et [ici](#))

Le gouvernement annonce des investissements logistiques de 7,1 Md BRL pour transporter la récolte record

Le gouvernement a annoncé hier qu'il investirait dans le transport de la récolte 2024/2025, qui devrait être la plus importante de l'histoire. Ce montant comprend les investissements dans les routes, les chemins de fer, les ports et les voies navigables. Ces chiffres sont inclus dans le budget 2025, qui n'a pas encore été approuvé par le Congrès. Selon le ministre des Transports Renan Filho, tous les investissements ne seront pas réalisés cette année. Le ministre a déclaré que le transport est un « programme travaillé année par année ». Certains des travaux

annoncés ont même des calendriers d'exécution qui pourraient prendre des années. Pour les routes et les chemins de fer, le gouvernement devrait déboursier 4,5 Md BRL selon les données du ministère des Transports. Ce chiffre représente une augmentation de 25% par rapport à l'année dernière. (Article [ici](#))

Le gouvernement lance un programme de négociation des dettes pour les petits producteurs ruraux

Le gouvernement fédéral a publié les règles d'un programme similaire à Desenrola Brasil¹ pour renégocier les dettes des agriculteurs familiaux et des paysans issus de mouvements sans terre (produtores assentados) de la réforme agraire. Selon le ministère du Développement agraire, ce programme devrait bénéficier à plus de 900 000 familles, dont les dettes s'élèvent à 19,5 Md BRL (+/- 3,25 Md EUR). Selon le ministère, sur les 5,4 millions de petits producteurs ruraux, un sur trois est actuellement endetté. Le Desenrola Brasil a été lancé en 2023 pour renégocier les dettes allant jusqu'à 20 000 BRL. En 2024, le gouvernement fédéral a organisé une nouvelle version axée sur les MEI, les micro et petites entreprises dont le chiffre d'affaires annuel brut est inférieur ou égal à 4,8 M BRL appelée Desenrola Pequenos Negócios. (Article [ici](#))

La mesure provisoire (MP) qui ouvre un crédit supplémentaire de 4,178 Md BRL pour le Plano Safra est publiée au journal officiel

Le gouvernement fédéral a publié la MP qui ouvre un crédit extraordinaire de 4,178 Md BRL pour les opérations de crédit rural officiel destinées au Plano Safra. Sur le montant total, 2,752 Md BRL seront affectés à la subvention économique des opérations d'investissement rural et agro-industriel, 763,5 M BRL à la subvention économique des opérations de calcul des coûts agricoles et 17 M BRL à la péréquation des opérations de commercialisation dans les lignes destinées aux moyens et grands producteurs. Un montant supplémentaire de 645,7 M BRL sera affecté à la péréquation des lignes de crédit dans le cadre du Programme national de

renforcement de l'agriculture familiale (Pronaf). (Article [ici](#))

JBS annonce un investissement de 100 millions de dollars au Vietnam après la réouverture du marché de la viande bovine brésilienne vers ce pays asiatique

L'entreprise de transformation alimentaire JBS a annoncé qu'elle investirait 100 millions de dollars dans la construction de deux usines au Vietnam. L'accord a été conclu lors d'une visite officielle du président Luiz Inácio Lula da Silva au Vietnam, qui a marqué la réouverture du marché vietnamien à la viande brésilienne et au cours de laquelle JBS faisait partie de la délégation commerciale qui accompagnait le président. Le Vietnam n'a pas importé de bœuf brésilien depuis 10 ans. Selon JBS, les usines produiront de la viande de bœuf, de porc et de volaille, et utiliseront principalement des matières premières importées du Brésil, destinées à approvisionner le marché vietnamien et d'autres pays d'Asie du Sud-Est.

(Article [ici](#))

Agriculture et environnement

Les producteurs contestent les règles environnementales de l'Union européenne

Aprosoja conseille aux producteurs de ne pas accepter les exigences de l'EUDR dans les contrats d'achat et de vente.

Aprosoja et d'autres entités du secteur se sont positionnées contre l'inclusion des exigences de la loi anti-déforestation de l'Union européenne (EUDR) dans les contrats d'achat et de vente de soja. Selon l'entité, la législation environnementale brésilienne garantit déjà la préservation de l'environnement, et l'exigence européenne aurait un caractère protectionniste.

Aprosoja renforce le fait que la production brésilienne respecte des normes durables, en particulier dans le Cerrado et en Amazonie, où la végétation indigène est selon elle largement préservée dans les propriétés rurales. En outre, l'entité souligne que le Code forestier brésilien pourrait servir de modèle mondial, car il

¹ <https://desenrola.gov.br/novahome>

impose des règles plus strictes que celles adoptées en Europe.

Les producteurs disent qu'ils n'envisageraient de suivre l'EUDR que s'il y avait une incitation financière compensatoire. Sinon, ils insistent sur le fait qu'ils n'accepteront pas d'impositions extérieures qui dévalorisent la production nationale. (Article [ici](#))

Le gouvernement tente d'améliorer l'image de l'agro-industrie brésilienne à l'étranger à quelques mois de la COP30

À quelques mois de la COP30 à Belém, le gouvernement fédéral tente de démystifier un récit qu'il perçoit comme ayant été diffusé dans d'autres pays et, surtout, dans l'Union européenne. Le secrétaire adjoint au commerce et aux relations internationales du ministère de l'agriculture et de l'élevage (MAPA), Marcel Moreira, a déclaré qu'il existe une distorsion propagée dans d'autres pays, qui prétend que l'agro-industrie brésilienne est « nuisible » à la conservation de l'environnement. Le secrétaire d'État a également souligné que le gouvernement s'efforçait de mieux faire connaître l'agro-industrie brésilienne dans les forums internationaux avant la COP30. En avril prochain, le Brésil accueillera une réunion des ministres africains de l'agriculture. Plus tard dans l'année, le pays accueillera également la 23^{ème} réunion du Conseil interaméricain de l'agriculture (IABA), à laquelle participeront d'autres dirigeants du continent pour discuter de la question. (Article [ici](#))

Le marché brésilien des biointrants pourrait dépasser les 9 milliards de réaux d'ici 2030

Les données ont été présentées par l'Association nationale pour la promotion et l'innovation de l'industrie biologique. Le secteur des biointrants au Brésil continue de se développer et pourrait atteindre des revenus de plus de 9 milliards de réaux d'ici la fin de la décennie. L'enquête indique que le secteur a dépensé 5,7 milliards de réaux lors de la dernière récolte, couvrant une superficie de 156 millions d'hectares.

On prévoit une croissance de 60 % d'ici 2030, grâce à l'adoption croissante de technologies telles que les inoculants solubilisants et les bioinsecticides. On

estime que les industries du secteur progresseront de 12,4 % par an dans la vente d'inoculants et de 20,4 % sur le marché des biopesticides. (Article [ici](#))

Actualités sanitaires et phytosanitaires

Le nombre d'entreprises qui utilisent des œufs de poules élevées en plein air augmente au Brésil

Seize entreprises au Brésil utilisent déjà 100 % d'œufs de poules élevées en plein air, tandis que 13 autres sont en train de passer à cette pratique, selon le rapport EggLab 2024, publié par Fórum Animal. L'enquête, qui a impliqué 48 entreprises, a été réalisée sur la base des réponses au questionnaire EggLab et/ou des rapports publics des entreprises. Au total, 204 entreprises ayant des activités au Brésil ont été contactées. (Article [ici](#))

L'Embrapa enquête sur une épidémie de virus dans les tomates

L'aleurode en est l'un des principaux vecteurs. Au cours des trois dernières années, l'augmentation de la population d'aleurodes (*bemisia tabaci*) dans les régions productrices de tomates a alerté les producteurs, les chercheurs et les techniciens qui se consacrent à la culture. Des conditions climatiques favorables telles que des températures élevées et une faible humidité ont favorisé le taux de reproduction des insectes et, en outre, le changement du régime des pluies, comme l'été et l'apparition de pluies fortes et concentrées, ajoutent des difficultés dans la lutte contre ce ravageur.

Avec ce scénario, depuis l'année dernière, les rapports des producteurs sur l'apparition grave de virus dans les cultures de tomates sont devenus plus fréquents, ce qui a causé de grandes pertes financières dans des États tels que le District fédéral, Goiás, Minas Gerais, São Paulo et Paraná. (Article [ici](#))

Les épidémies mondiales d'influenza aviaire donnent un avantage aux exportations de volailles du Brésil

L'Association brésilienne des protéines animales (ABPA) a annoncé mardi 25 février que l'aggravation de la situation relative à l'influenza aviaire dans plusieurs pays a stimulé la demande mondiale de viande de volailles nationale. Les projections initiales pour le cours de l'année 2025 indiquent que les exportations brésiennes de viande de volailles devraient atteindre 5,4 millions de tonnes cette année, soit une croissance de 1,9 % par rapport à l'année précédente.

En janvier, les exportations ont augmenté de près de 10 %, stimulées par une demande accrue sur des marchés tels que la Chine, l'Union européenne et les Philippines. L'appréciation du produit brésilien sur le marché étranger se reflète par l'augmentation de 20,9 % des revenus d'exportation, dépassant la croissance du volume exporté. (Article [ici](#))

Les inspecteurs sanitaires critiquent la proposition de réglementer l'autocontrôle dans les abattoirs

Le projet d'ordonnance visant à réglementer la section de la loi sur l'autocontrôle (14.515/2022) qui traite de l'agrément des entreprises et des professionnels des abattoirs pour fournir des services d'inspection ante et post-mortem a suscité des inquiétudes de la part de l'Union des inspecteurs fédéraux des services vétérinaires (Anffa Sindical). (Article [ici](#))

Photo et focus du mois : organisation d'un séminaire international sur la maladie du balai de sorcière du Manioc (*Ceratobasidium theobromae*) à Belém du 24 au 27 mars 2025



La Guyane et le nord du Brésil font face depuis plus de deux ans maintenant à des pertes très importantes du fait d'une maladie dans les cultures de manioc. Ces pertes mettent en péril non seulement la sécurité alimentaire des communautés indigènes et traditionnelles dont l'alimentation repose essentiellement sur le manioc, mais également la diversité génétique des variétés de manioc dont la perte est irrémédiable. L'agent pathogène responsable de la maladie a été identifié en 2024 (le champignon *Ceratobasidium theobromae*) et des mesures se sont mises en place des deux côtés de la frontière. Devant la nécessité de coordonner les actions de part et d'autre de la frontière notamment du point de vue de la recherche, un séminaire international a été organisé à Belém du 24 au 27 mars 2025 par le CIRAD et l'IRD en collaboration avec l'Embrapa. Ce séminaire a été co-financé par le Ministère de l'Agriculture français au travers d'un projet de recherche DECODE confié au CIRAD et par l'Ambassade de France au Brésil.

La première journée du séminaire a été consacrée à un partage de connaissances entre autorités, collectivités, représentants des communautés indigènes et chercheurs de France et du Brésil. Ce partage a permis de mettre en lumière les mesures de gestion, de prévention déjà prises sur le terrain, de comparer les différences de part et d'autre de la frontière mais également de rappeler l'importance de la problématique pour les communautés indigènes.

Si les projets de recherche initiés coté guyanais, brésilien mais également colombien et asiatiques ont déjà permis d'apporter quelques réponses sur la connaissance de la maladie, de nombreuses incertitudes persistent et nécessitent la poursuite de la recherche.

L'accent a également été mis sur la nécessité de prendre en compte les savoirs ancestraux des communautés et leurs connaissances sur la maladie de par leurs expérimentations sur le terrain.

Suite à cette première journée introductive, trois jours de travaux de groupe ont suivi afin de définir un plan d'action conjoint et coordonné pour la poursuite des recherches sur la maladie. Ces travaux avaient pour objectif de reprendre en compte l'ensemble des domaines de la recherche : génétique, cultural, phytosanitaire mais également sciences sociales.